

Directeur : Jacques Fauvet

rie, 2 0A; Maroc, 2,30 dir; Tunisie, 220 m.
Magne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch. Belgique,
Canada, 5,10; Costa-Rica, 265 FPA;
Marok, 30 kr; Espagne, 80 pes. 0,4, 35 p.
5, 40 tr; Iran, 125 rls; Irlande, 55 p.
2, 800 L; Liban, 325 R; Libéria, 1,50 H. Portugal,
q. 4,25 M; Roum, 240 L. 1,50 H. Portugal,
can. 500q. 240 CFA; Suisse, 4 kr.
2, 1,30 tr; Tch. 85 cents; Yougoslavie, 30 din.

Tarif des abonnements page 14

5. RUE DES ITALIENS
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4397-23 PARIS
Télét. Paris n° 554572
Tél : 246-72-23

Le Monde

VILLES

Les villes ont toujours occupé dans la conscience des peuples une place insigne où le mythe et le rêve, comme le rappelle Tahar Ben Jelloun, se mêlent à l'histoire. Il en va ainsi tout particulièrement de la ville par excellence, l'Urbs, à propos de laquelle Sergio Romano célèbre le rôle de l'Ecole de Rome. De même de Paris-Lutèce : Pierre Fornì évoque sa silhouette à l'époque de Clovis, dont on s'apprête à célébrer le 1500^e anniversaire du couronnement. Mais les villes, trop souvent, ne sont plus ce qu'elles étaient : Maurice Le Lannou décrit, à partir d'un exemple qui le touche de près, les « quartiers tristes » où résident tant de Français.

L'Ecole française de Rome : un lieu de rencontre et de collaboration

VOILÀ cent ans, l'historiographie française de l'antiquité était en pleine effervescence. En dépit du grand talent de Pissani de Coudane et de la méthode positive dont Auguste Comte avait été le maître, les Français étaient trop égaux et avaient trop de goût pour se consacrer avec humilité à la lecture lugubre d'un document, à la vérification attentive des traces que le passé a laissées dans notre vie.

L'antiquité romaine et grecque sur laquelle les érudits français égalaient leurs pairs et poussaient leurs notes n'avait que des rapports lointains — dissimulés — avec celle que la science allemande, anglaise, italienne était en train de redécouvrir pour une meilleure intelligence de la culture dans laquelle notre monde plonge ses racines.

C'était peut-être une erreur de perspective, car, encore une fois, l'érudition française des salons parisiens volait le travail scrupuleux qu'on faisait dans les universités et dans les revues spécialisées. L'Europe s'en aperçut quand, dans le premier tiers du siècle, avec la *Rome de synthèse* historique, d'Henri Bér, la France prouva qu'elle avait une historiographie moderne, capable de récupérer le travail des sciences et d'explorer de nouveaux secteurs. Quelques années après, Marc Bloch et Lucien Febvre fondèrent les *Annales*, revire qui

par SERGIO ROMANO (*)

est toujours, depuis lors, une des missions importantes du monde. L'historiographie française avait pris entre-temps la route de la recherche documentaire et du travail philologique grâce à quelques initiatives nées dans le climat intellectuel de la III^e République et tout particulièrement à l'Ecole française de Rome. Grâce à elle, les chercheurs quittaient Paris pour aller sur place, là où les documents pouvaient être lus et compris dans le contexte social et des idées qui les ont créés. Ils étaient les antécédents nécessaires. Car un objet ou un événement, dès qu'ils sont conceptualisés, tendent à leur milieu deviennent la source d'une appréciation purement esthétique. Sur place, par contre, ils prennent le terme d'une phrase qui se dénoue à travers les siècles, une phrase dans laquelle un bas-relief médiéval ou une inscription négligée ne sont pas deux éléments isolés, mais le témoignage d'un monde.

La nouvelle méthode exigeait un travail différent. Après l'époque des grands têtes-à-tête lyriques entre le savant et l'objet de ses études, l'historiographie devenait nécessairement un travail d'équipe à la croisée de nombreuses disciplines et perspectives. Il fallait pourtant que l'Ecole française ait une existence.

(*) Historien, directeur général des affaires culturelles au ministère des Affaires étrangères italien.

SPIRALES JOURNAL INTERNATIONAL DE CULTURE

THÉORIE, POÉSIE, LITTÉRATURE, MUSIQUE, THÉÂTRE, ARTS, RADIOPHONIE, CINÉMA, TÉLÉVISION, PHILOSOPHIE, DROIT, PSYCHIATRIE, PSYCHANALYSE, SCIENCES, ÉCONOMIE, LIVRES

DOSSIER DE JANVIER

LA GUERRE

A PARTIR DU 22 JANVIER DANS TOUTES LES MARCHANDS DE JOURNAUX

idées

< Souviens-toi du vase de Soissons >

par PIERRE FORNÌ (*)

pour le vase de Soissons à révéler — car les nombreux points communs à ces deux fins de siècle : guerres larvées, crises économiques et sociales, barbarie, renaissance de la religiosité, scientisme au cinquième siècle par la conversion et le baptême de Clovis.

Les historiens du Haut Moyen Âge ne se sont pas contentés de cette période faste pour révéler les idées reçues qui faussent la réalité mérovingienne. Ils ont frappé, en effet, de constater que les trois siècles de régence du dynastie franc ne sont pas une simple succession de tristes événements, mais qu'ils ont été traversés par une chaîne continue, le *Roi Dagobert*, qui n'a jamais perdu le plus grand d'entre eux. Les événements de la nation française méritent un autre honneur.

Deux manifestations organisées dans le cadre de cette année paraissent susceptibles de contribuer à la réhabilitation ou à la redécouverte de cette civilisation. La première, une rencontre internationale, intitulée « Soissons, du 10 au 12 juin, plusieurs centaines de spécialistes qui confronteront leurs thèses sur le thème « archéologie chrétienne du Haut Moyen Âge ». La seconde, une grande exposition consacrée au Haut Moyen Âge, se tiendra dans les locaux du musée Carnavalet au printemps prochain. Ce sera l'occasion idéale pour appréhender de manière équilibrée des choses surprenantes.

(*) Archéologue.

de manière équilibrée des choses surprenantes.

Entre autres, que la ville du Bas-Empire n'a pas connu le déclin catastrophique communément admis. Certes, comme la plupart des cités de la Gaule menacées par les invasions barbares, Lutes n'a pas échappé à l'effondrement. Mais elle a su survivre à l'aide de blocs architecturaux arrachés aux bâtiments de la haute antiquité, et de la main-d'œuvre locale, qui a permis de reconstruire la ville. Elle a su, en outre, retrouver un puissant sens de continuité, en construisant des édifices de la haute antiquité, et de la main-d'œuvre locale, qui a permis de reconstruire la ville. Elle a su, en outre, retrouver un puissant sens de continuité, en construisant des édifices de la haute antiquité, et de la main-d'œuvre locale, qui a permis de reconstruire la ville.

Admettons, si la ville devait avoir été détruite, elle n'aurait pas été reconstruite. Les vestiges antiques ont été conservés, et de la main-d'œuvre locale, qui a permis de reconstruire la ville. Elle a su, en outre, retrouver un puissant sens de continuité, en construisant des édifices de la haute antiquité, et de la main-d'œuvre locale, qui a permis de reconstruire la ville.

Les Mérovingiens, restaurateurs du terroir gaulois dévasté par les invasions, ont su conserver pour nous le témoignage de leur civilisation. Ils ont su, en outre, retrouver un puissant sens de continuité, en construisant des édifices de la haute antiquité, et de la main-d'œuvre locale, qui a permis de reconstruire la ville.

L'ultime ressource

par TAHAR BEN JELLOUN

Il est des villes à l'âme haussaienne, profondément caractérisées dans les siècles et les mythos. Elles ne se donnent point. Elles font de leur mythe un miracle et de leurs mémoires un livre, une énigme. Elles se remplissent sur les vestiges ou les ruines. Tout au plus, elles exhibent les pierres lourdes d'une haute mémoire, les pierres des murailles et des encintes. Les temps modernes paraissent indignes de leur beauté, d'enchâsser dans leur grand, alors les technocrates et autres parvenus les réduisent au musée et leur retiennent du moins ils essaient — un peu de leur éternité. C'est dans une belle indifférence qu'elles tournent les dos à leurs menagances touristiques affaiblies.

Ces villes sont impénétrables. Elles résistent et m'entraînent. Je ne peux les visiter. Elles m'habitent. Plus et Florence (1).

Il est d'autres villes, dites « nouvelles » ou appelées « cités », qui sont le réplique de la civilisation latine et romaine. Ce sont des villes plates, mais où tout s'élève vers le ciel. Leur manque de verticalité est traduit par une profusion de hauteurs. Une façon maladroite de masquer le peu de hauteur que la pierre requiert. Ce sont des villes assises par le siècle, dans toutes sa violence, ses échecs et ses triomphes. Elles instituent l'angoisse. Elles se font, elles espèrent, elles rêvent, elles rêvent.

Or, ces cités deviennent souvent piteuses, disproportionnées, et tendent à force de décroître et de décroître à décroître la décroissance. D'ailleurs, elles se développent souvent à l'extérieur de l'enceinte, ce qui crée des banlieues de misère.

Ces villes jouent de la nuit. Elles laissent la lumière à ceux qui ne veulent pas. En même temps, à défaut d'être l'âme du monde, elles sont le monde.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

écoules, la nation tout entière s'engouffrait (2).

Et puis il y a les villes impudiques et dévergondées. Souvent regarées de brigands, lieux de trafics en tout genre : contrebande de marchandises, détournement de valeurs et des lois, lieux des trahisons de l'ordre et de la morale. A cela on oppose une autre morale, une autre pureté, un autre sens de l'homme. C'est généralement des villes qui avancent dans la nuit et qui créent elles-mêmes leur mythologie. On les compare à une ville et à une belle prostituée, l'âme blessée, le corps nu.

Tanger, à contre toute imagination, à l'époque où elle était internationale. Elle était devenue un personnage de roman (pourtant d'espionnage). Aujourd'hui, elle est moins dévergondée. Elle a changé. Elle s'est rangée et ne vit plus de ses souvenirs et de sa nostalgie. Elle est toujours asséchée.

Naples et Barcelone maintiennent, malgré les tentatives de « nettoyage » l'image de ces villes oubliées de la vie, de passion, de jeu (je ne suis ni), faisant du risque et du danger l'élément d'une séduction et d'une sensualité supérieures.

Nous reste la ville imaginaire, ombre ou fantôme du songe, celle que nous portons en nous et qui change de couleur selon les saisons ou les maîtres ; la ville intérieure, là où on alterne à se retirer pour l'oubli, là où tout nous serait permis. On ne l'invente pas forcément. Elle existe. J'ai toujours vu Moscou (au niveau) derrière un filtre bleu et toutes ses rues et places sont pensées. J'ai vu Pékin (d'après un noir et blanc) derrière un filtre bleu et toutes ses rues et places sont pensées. J'ai vu Pékin (d'après un noir et blanc) derrière un filtre bleu et toutes ses rues et places sont pensées.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Comme Dantes, dans les *Divines Comédies*, nous sommes témoins d'un monde qui se décompose, d'un monde qui se désintègre, d'un monde qui se désintègre.

Le quartier triste

par MAURICE LE LANNOU

éloigné de l'horrible uniformité que nous voyons s'établir de nos jours et d'un « quartier triste » possible, même diversité quant à l'âge et aux revenus de ses habitants. A ce point, nous sommes en présence d'un phénomène de dynamisme et de communauté de vie, mais qui ne nous ramène pas à la relative autonomie que donne l'existence autonome d'un quartier autonome, de proximité. Et si la personnalité s'exprime dans un ensemble d'agglomération, par des liens organiques d'identité et du nom, ne se décollent pas toujours sur les horribles données de la cité.

Mais le quartier, pour particulier qu'il soit, est bien de la ville, n'a rien de la ville qu'il n'ait en elle et contribue à son bien-être. Il représente une façon d'un développement normal de la cité, sans que celle-ci ne se perde dans l'agglomération conquérante.

Le quartier d'aujourd'hui, ou plutôt le morceau de ville qu'on voudrait, sans attendre, se désigner de ce nom, ne saurait plus se définir que par la ville qu'il contribue à la fois à la singularité active et à la réflexion avec des assemblages plus ou moins complexes.

Le quartier d'aujourd'hui, ou plutôt le morceau de ville qu'on voudrait, sans attendre, se désigner de ce nom, ne saurait plus se définir que par la ville qu'il contribue à la fois à la singularité active et à la réflexion avec des assemblages plus ou moins complexes.

Le quartier d'aujourd'hui, ou plutôt le morceau de ville qu'on voudrait, sans attendre, se désigner de ce nom, ne saurait plus se définir que par la ville qu'il contribue à la fois à la singularité active et à la réflexion avec des assemblages plus ou moins complexes.

Le quartier d'aujourd'hui, ou plutôt le morceau de ville qu'on voudrait, sans attendre, se désigner de ce nom, ne saurait plus se définir que par la ville qu'il contribue à la fois à la singularité active et à la réflexion avec des assemblages plus ou moins complexes.

Le quartier d'aujourd'hui, ou plutôt le morceau de ville qu'on voudrait, sans attendre, se désigner de ce nom, ne saurait plus se définir que par la ville qu'il contribue à la fois à la singularité active et à la réflexion avec des assemblages plus ou moins complexes.

Le quartier d'aujourd'hui, ou plutôt le morceau de ville qu'on voudrait, sans attendre, se désigner de ce nom, ne saurait plus se définir que par la ville qu'il contribue à la fois à la singularité active et à la réflexion avec des assemblages plus ou moins complexes.

Le quartier d'aujourd'hui, ou plutôt le morceau de ville qu'on voudrait, sans attendre, se désigner de ce nom, ne saurait plus se définir que par la ville qu'il contribue à la fois à la singularité active et à la réflexion avec des assemblages plus ou moins complexes.

Le quartier d'aujourd'hui, ou plutôt le morceau de ville qu'on voudrait, sans attendre, se désigner de ce nom, ne saurait plus se définir que par la ville qu'il contribue à la fois à la singularité active et à la réflexion avec des assemblages plus ou moins complexes.

Vanuatu, ou la décolonisation bâclée

III. — UNE NATION A CRÉER

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

L'accession à l'indépendance de la République de Vanuatu a eu lieu dans la confusion et dans un climat de brutalité exceptionnelle dans cette partie de la planète (« Le Monde des 4 et 5 février »).

Port-Vila — La terre est le principal enjeu dans l'archipel. C'est pour l'exploiter que des milliers de colons s'y sont installés depuis un siècle ; c'est pour la récupérer que les mécontents ne sont pas prêts à renoncer à l'indépendance. Aujourd'hui tous les Vanuatuais sont d'accord pour exiger, comme le prévoit la Constitution dans son article 11, que « toutes les terres situées dans le territoire de la République appartenant aux propriétaires coutumiers indigènes et à leur descendance ». Car, pour les Vanuatuais comme pour tous les Melanésiens, la terre a un pouvoir qui dépasse sa simple valeur économique ou politique, comme le rappelle l'idéologie du VAP. M. Barak Sopé (1) a écrit : « Depuis des siècles, écrit-il, dépendant dans la terre, la terre est l'âme de la nation. Elle est au cœur du système social, économique, politique, religieux, culturel, spirituel, moral, éducatif, artistique, scientifique, littéraire, sportif, récréatif, etc. ».

Il est vrai que, pendant longtemps, les colons ne se sont guère préoccupés de cette conception de la terre, propriété collective et inaliénable, intéressée seulement à son rôle de plus de profit, comme dans l'importation quelconque de la colonie. De nombreux Vanuatuais ont ainsi été nomades (2). Un

mouvement comme le Nagramel de M. Jimmy Stevens, aujourd'hui en prison, est né dans les années 60 de revendications foncières.

Dès avant l'indépendance, le gouvernement de M. Lini a adapté un « développement rural » à la réforme foncière pour tenter de résoudre le problème posé par les plantations qui représentent 11 % à une dizaine d'années le tiers des terres. La terre était restée propriété coutumière collective et le gouvernement avait eu l'intention de ne pas chasser les planteurs — tout au moins ceux qui ne se sont pas compromis dans la rébellion et qui ont accepté par la population locale — il fallait mettre en place un système de baux ruraux. Ceux-ci seront de trente à soixante-quinze ans selon le type de culture. Les ministres des affaires foncières, M. Sedy Regennan, a bien tenté de faire basculer la durée minimale à moins de trente ans, mais il a été mis en minorité par ses collègues.

La méthode devrait décoller à la suite de la réforme foncière. Le gouvernement devrait les grandes lignes de la politique foncière et déléguer des pouvoirs de négociation aux propriétaires coutumiers et aux propriétaires traditionnels. L'accord conclu serait avalisé par l'administration. Les litiges seraient certainement nombreux, car la propriété coutumière est mal définie et donne lieu à des disputes entre clans ou villages. Il faudra que ces conflits soient résolus rapidement afin de ne pas décourager les investisseurs potentiels.

Les autorités ont fait preuve, à la fin de 1980, de bonne volonté sur cette question, cruciale pour l'avenir des relations avec la France. Elles ont créé une société de gestion des plantations abandonnées par des propriétaires français en fuite, contrôlée par le gouvernement et dont les comptes devaient être tenus par un cabinet comptable, pour maintenir en état les propriétés et éviter qu'elles soient mises en coupe réglée. Mais, comme le reconnaît M. Barak Sopé : « Personnellement, je ne suis pas satisfait de la conception de la terre ; il faut d'abord restituer les terres aux gens, qui les désignent comme leur propriété ; nous ne pouvons pas les faire accepter sans leur donner la possibilité de décider avec des planteurs », « il faut encourager les propriétaires à déposer pour permettre le développement de leurs terres et acquiescer aux nouvelles technologies », ajoute M. Regennan. Tous deux sont, par ailleurs, d'accord pour estimer que, comme les anciens planteurs, les Espagnols, les Allemands, devraient vendre leurs terres avec les propriétaires coutumiers, à propos des biens — importants — achetés pendant la période coloniale.

Le plupart des planteurs étrangers n'ont pas eu une confiance à ces nouvelles procédures. Beaucoup sont partis à la fin de 1980, d'autres à l'été 1981, d'autres encore à l'automne. Un important problème foncier a refait de nouveau, affirmant que tout était « foutu ». Phénomène normal de l'indépendance, mais qui affecte deux des principaux ressorts de l'archipel : le capital et le travail. Le ministre des finances de l'équipe au pouvoir, qui était par ailleurs la coopération avec la France, M. K. Kaleskan, estime que la situation économique allait continuer à se détériorer cette année ; mais il espérait que, vers la fin de l'année, la confiance revenue, elle allait à nouveau s'améliorer.

Tout se faire, M. Kaleskan compte sur les ressources traditionnelles de l'archipel — agriculture, pêche, tourisme, sans parler du paradis fiscal : Port-Vila dans ses capitales vendues à l'étranger, de Nouvelle-Zélande, d'Australie, de Nouvelle-Calédonie, de Nouvelle-Guinée, des Salomon, — qui pourraient une fois de plus servir de modèle à une décentralisation administrative.

Pour le moment, les structures et les programmes existants — adaptés (3) — de créer des passerelles entre eux en rendant obligatoires l'enseignement du français dans les écoles anglaises, et vice versa.

Quand nous l'avons rencontré en novembre, le premier ministre semblait convaincu de l'importance d'une seconde langue qui ferait de Vanuatu le seul pays bilingue du Pacifique. Il souhaitait la création d'un institut de langues bilingues de l'Université du Pacifique-Sud et de l'A.C.P.T. (Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones) et admettait que l'aide française serait indispensable au maintien d'un système

d'éducation bilingue, même si Vanuatu devait apprendre à vivre enfin selon ses moyens.

M. Lini semblait, après son arrivée au pouvoir, avoir pris conscience des réalités internationales. Il s'était prononcé devant nous en faveur du maintien de l'influence française dans les villes et de la présence d'une communauté française. Bien qu'il ne soit pas un homme politique, il estimait qu'elle avait « beaucoup changé depuis ». En ce qui concernait la Nouvelle-Calédonie, devenue la cause de la brèche actuelle (le Monde des 3 février), il était « fermement convaincu », tout comme les autres dirigeants du Pacifique, qu'elle doit devenir indépendante. En Nouvelle-Calédonie, ajoutait-il, tous les mouvements indépendantistes, en Polynésie, en Irlande (indépendance), mais restent mouvementés. Nous n'avons, de toute façon, pas les moyens de leur fournir des armes. Mais nous ne serons pas surpris si ces mouvements demandent un jour des armes à l'O.S.S. et à la perspective qui inquiète toute la région. M. Barak Sopé précisait que « c'est en Nouvelle-Calédonie que s'est le plus commencé la lutte pour l'indépendance ».

Cette position était dans la logique politique des pays du Pacifique, et l'on ne pouvait attendre moins de Port-Vila, qui ne semblait pas avoir l'intention d'envenimer la situation. D'autant que M. Lini semblait attendre de la France qu'elle joue un rôle de médiateur dans la région, face aux États-Unis, au Japon et surtout à l'Australie, « notre puissant voisin, dont l'influence est de plus en plus grande dans cette partie du monde ». En outre, M. Lini, comme ses collègues, est foncièrement anticomunisme.

C'est dans ces deux d'après que s'était déroulée en novembre, à Port-Vila, des négociations sur la coopération ; en décembre, une délégation parlementaire, conduite par M. Maréchal, avait exprimé son soutien aux efforts en ce sens, et les accords devaient être signés le 3 février. Ce programme, ambitieux, puisqu'il était le troisième en valeur absolue après l'Algérie et le Maroc, avec 120 millions de francs (4) couvrait le budget de fonctionnement de l'Assemblée, était destiné à la poursuite des actions d'enseignement et de santé, ainsi qu'à l'aide technique pour l'envoi de coopérants et d'experts ; ces accords pouvaient être remis en cause avec un préavis de trois mois.

La coopération avec la France remise en cause

Aujourd'hui le processus de normalisation, qui s'est tant bien que mal poursuivi depuis six mois, en dépit de bavures, est remis en cause et le bel échec, l'effacement de l'archipel, dont les efforts avaient été méritoires dans des conditions difficiles, compromettent — du moins temporairement — la coopération franco-vanuatuaise. Les conséquences en seront donc d'abord senties à Vanuatu, qui verra passer les moyens de compenser l'aide qui vient de lui échapper. La normalisation entre francophones et anglophones laisse aussi d'un petit bout en son sein des membres du gouvernement qui ne sont guère en état de faire face aux problèmes posés par l'indépendance pour ne pas céder la place à une nouvelle planification mieux fondée.

Par ailleurs, la brèche entre Paris et Port-Vila risque d'avoir des conséquences désastreuses sur la politique française dans le Pacifique, même si la responsabilité en retombe sur l'archipel.

(1) Barak Sopé, *Land and Politics in the New Hebrides*, Editions de la New Hebrides.

(2) Les deux tiers des transphonos n'ont pas de terres et la propriété foncière est à l'étranger.

(3) Les deux tiers des transphonos n'ont pas de terres et la propriété foncière est à l'étranger.

(4) Les deux tiers des transphonos n'ont pas de terres et la propriété foncière est à l'étranger.

Pologne

Un bain de tension

Switkow a été hospitalisé et douze autres ont décidé de quitter le pays. Les transports publics ont été suspendus et les écoles ont fermé. Les transports publics ont été suspendus et les écoles ont fermé. Les transports publics ont été suspendus et les écoles ont fermé.

Cette question des élections politiques resurgit à Lodz, ville lue des points d'accumulation des négociations entre les syndicats de l'éducation et les quatre mille étudiants grévistes. A Bydgoszcz, l'est, près de la frontière soviétique, une grève générale menace pour la semaine prochaine. La police a été très tendue à Jelenia Gora, où les syndicats de mineurs ont aussi la réclamation de plusieurs dirigeants locaux, dont le premier secrétaire, M. Orysz, a été arrêté. Le ministre chargé des relations avec les syndicats a été nommé. Solidarité que le gouvernement a engagé envers les syndicats, mais un tel engagement n'est pas sans danger. Le gouvernement a engagé envers les syndicats, mais un tel engagement n'est pas sans danger.

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur a demandé à l'Assemblée nationale de convoquer les députés pour discuter leur projet de loi sur l'archevêque de Wrocław, M. Jankowski, devant se rendre à Rome, d'après ce qu'il a dit. Le ministre de l'Intérieur a demandé à l'Assemblée nationale de convoquer les députés pour discuter leur projet de loi sur l'archevêque de Wrocław, M. Jankowski, devant se rendre à Rome, d'après ce qu'il a dit.

BERNARD DUPONT

RIS ET A COLOGNE

Les roumains sont visés des attentats

Transporté à l'hôpital, un Roumain a été tué par une explosion. Les Roumains sont visés des attentats. Les Roumains sont visés des attentats. Les Roumains sont visés des attentats.

Des précédents

Le 1er janvier 1981, un Roumain a été tué par une explosion. Les Roumains sont visés des attentats. Les Roumains sont visés des attentats. Les Roumains sont visés des attentats.

Le 1er janvier 1981, un Roumain a été tué par une explosion. Les Roumains sont visés des attentats. Les Roumains sont visés des attentats. Les Roumains sont visés des attentats.

Le 1er janvier 1981, un Roumain a été tué par une explosion. Les Roumains sont visés des attentats. Les Roumains sont visés des attentats. Les Roumains sont visés des attentats.

Le 1er janvier 1981, un Roumain a été tué par une explosion. Les Roumains sont visés des attentats. Les Roumains sont visés des attentats. Les Roumains sont visés des attentats.

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

Grand Prix de littérature fantastique d'Avoriaz

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

LEONIDE BREJNEV

Encore une offre unique de la 1^{re} compagnie sur l'Atlantique

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

Tarif au taux du jour réservé aux passagers T.W.A. sur l'Atlantique, jusqu'au 14 avr.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

"T.W.A. AMERICA PASS": pour \$ 199, visitez plus de 50 villes aux U.S.A.

Vous plaire, ça nous plaît.

Vous plaire, ça nous plaît.

Vous plaire, ça nous plaît.

Vous plaire, ça nous plaît.

Vous plaire, ça nous plaît.

Vous plaire, ça nous plaît.

Vous plaire, ça nous plaît.

Vous plaire, ça nous plaît.

Vous plaire, ça nous plaît.

AMÉRIQUES

El Salvador

Une majorité d'officiers estiment que des réformes importantes sont indispensables

Le Nicaragua a rappelé tous les membres de son ambassade à San Salvador, apparemment en prélude à une rupture de ses relations avec le pays voisin, apprend-on, le mercredi 4 février, de source diplomatique. Le Salvador avait fermé son ambassade au Nicaragua deux jours plus tôt, à la suite d'une déclaration de M. Fidel Chavez Manz, ministre des affaires étrangères, qui avait affirmé disposer de la preuve que le Nicaragua aidait la guérilla dans son pays.

San Salvador. — Cinquante ans d'exercice direct et ininterrompu du pouvoir ont fait des forces armées du Salvador un corps particulièrement politisé. Pendant cette période, les présidents du pays ont été soit des militaires, soit des officiers supérieurs choisis par leurs pairs et qui s'appuyèrent sur des « partis officieux » ou « noms charismatiques », mais dont les cadres étaient toujours des militaires.

Depuis le renversement du général Somoza, le 15 octobre 1979 par un groupe de jeunes officiers, des divisions ont partagé les responsabilités de la direction du pays avec des civils. C'est même l'un d'eux, M. José Napoleón Duarte, qui, depuis décembre,

D'autre part, des sources officielles guatemaltesques indiquent que leur ambassade à San Salvador a été l'objet, mercredi, d'un troisième attentat en une semaine. Un garde en faction devant l'édifice a été blessé par un coup de feu.

L'agence Tass a assuré, mercredi, que des unités du Honduras et du Guatemala participent à des « opérations punitives » contre la population de Salvador, aux côtés des forces armées de ce pays. Les

De notre envoyé spécial

exercice officiellement les fonctions de président de la junte.

Jusqu'en 1979, les forces armées comptaient un peu plus de sept mille hommes, auxquels s'ajoutaient quatre mille hommes de la garde nationale et deux mille cinq cents hommes de la police nationale et de la « police des finances », qui constituaient ce que l'on appelle les « corps de sécurité ». Mais qu'aucun chiffre n'a été donné, ce n'est un secret pour personne que les effectifs ont été déréglés, augmentés récemment.

Les « réseaux » des forces de l'ordre est, en fait, infiniment

plus important que ne l'indiquent ces chiffres, dans la mesure où chaque village abrite, sous les ordres d'un sous-officier ou d'un officier, une « troupe canala », plus ou moins armée, et chargée d'assurer la surveillance du territoire. Les forces armées salvadoriennes sont, ainsi, capables, très rapidement, de mobiliser en un temps record des dizaines de milliers d'hommes, et de les envoyer et de les armer. Il faut, enfin, tenir compte de l'existence de groupes paramilitaires d'extrême droite, forts de plusieurs dizaines de milliers de personnes, et dans lesquels la participation de soldats, sous-officiers et officiers est prédominante.

Depuis octobre 1979, les grandes orientations, les principales décisions, sont prises par les officiers des forces armées, et par les corps de sécurité, au nombre d'environ cinq cents, jusqu'en décembre 1980, l'adhésion s'est faite sur la rivalité apparemment des deux membres militaires de la junte, les colonels Melano et Gutiérrez. Les débats portaient sur le maintien de l'indépendance des officiers les plus liés à la hiérarchie libérale, d'une part, et sur la façon de mener le combat contre les « subversifs ». Le colonel Melano était fait connaître par ses déclarations publiques contre les tentatives de l'armée régulière en faveur de réformes de structure profonde et pour le respect des droits de l'homme. Parfois, il déclarait une solution politique, il a fini par être éliminé, la suite d'une série d'arrestations qui ont abouti à lui aliéner les officiers « centristes ».

Quatre hommes et deux idées

Progressivement, une majorité s'est dégagée autour de quatre hommes et deux idées. Les quatre hommes sont le chef de la garde nationale (le colonel Videla Casanova), le chef de la force armée (le colonel Melano), le ministre de la défense (le colonel García) et le commandant en chef des forces armées et vice-président de la junte (le colonel Gutiérrez). Tous quatre sont très liés. Les trois premiers tiennent les fonctions de commandement qu'ils exercent de la junte, le colonel Videla Casanova et Melano disposent-ils presque automatiquement du vote en bloc des représentants de la garde nationale ou de ceux des armées. Le colonel Gutiérrez, pour sa part, tire sa force de ses liens avec les trois autres : il est aussi ministre

deux pays centre-américains auraient concentré des troupes à la frontière de leur voisin en vue d'une intervention de soutien à la junte au signal de Washington.

San Salvador, de violents combats se déroulaient depuis le 3 février dans la région de Conchagua, au sud-est de la capitale. Notre envoyé spécial évalue, d'ailleurs, le rapport des forces dans le milieu militaire.

Le plus capable de maintenir l'unité menacée des militaires, et le plus apte à négocier avec les « civils ».

Ces officiers estiment que la solution des problèmes passe par la mise en place de réformes importantes. La discussion qui demeure oppose ceux qui les acceptent du tout, des livres comme une mesure tactique destinée à « calmer la gauche » et ceux qui estiment que la solution est essentiellement politique à ceux qui se proposent « l'abolition des privilèges ». Autre point d'accord : il faut préserver l'insubordination militaire dans sa forme actuelle, même si certains pensent que sa survie passe par le dialogue progressif des officiers les plus réactionnaires. Le point le plus dur à l'heure actuelle est la façon de régler le problème militaire posé par les révolutionnaires. L'essentiel des positions est très ouvert, de ceux qui pensent que la solution est essentiellement politique à ceux qui se proposent « l'abolition des privilèges ». Autre point d'accord : il faut préserver l'insubordination militaire dans sa forme actuelle, même si certains pensent que sa survie passe par le dialogue progressif des officiers les plus réactionnaires. Le point le plus dur à l'heure actuelle est la façon de régler le problème militaire posé par les révolutionnaires. L'essentiel des positions est très ouvert, de ceux qui pensent que la solution est essentiellement politique à ceux qui se proposent « l'abolition des privilèges ».

À gauche de ce bloc, les anciens « marxistes », membres de ce que l'on appelle la « jeunesse militaire », sont de plus en plus nombreux. Ils n'ont guère de choix quant à la suppression et la destruction. Mais force est de reconnaître que le passage à la guérilla des officiers de Santa Ana, aux premiers jours de l'offensive révolutionnaire, fut marqué par l'assassinat du colonel commandant la guérilla, le jour où pas fait gagner de terrain.

Le groupe des officiers les plus réactionnaires, a émis son opinion sur la situation. Le point le plus dur à l'heure actuelle est la façon de régler le problème militaire posé par les révolutionnaires. L'essentiel des positions est très ouvert, de ceux qui pensent que la solution est essentiellement politique à ceux qui se proposent « l'abolition des privilèges ».

FRANCIS PISANI.

Le meeting de solidarité avec le peuple du Salvador et ses organisations syndicales aura lieu le vendredi 6 février à 19 heures à la salle Eugène-Ignace de la Seine, du travail de Paris, 85 rue Charlot (3^e). La réunion est organisée par trois centres d'études latino-américaines, la CUT Chilienne, la COB bolivienne et la C.N.T. uruguayenne.

PROCHE-ORIENT

LA LIVRAISON DE MIRAGE A L'IRAK

Le président Bani Sadr parle d'« un acte de guerre contre l'Iran »

Le président Bani Sadr, qui dirige les opérations militaires contre les forces irakiennes dans le quartier général d'Alhawra, a pour la première fois, mardi, à l'occasion d'une conférence de presse, exprimé son mécontentement à l'égard de l'Irak, en affirmant que cette mesure constituait un « acte de guerre contre l'Iran ». L'arrivée des avions Mirage à l'Irak, a-t-il dit, répondait à la question de savoir si une rupture entre les deux pays était possible. La France, a poursuivi, avait voulu « assurer un marché arabe », mais « n'aider aucune stable que jamais, ne peut pas inspirer confiance aux autres pays du Golfe ». L'autre part, a-t-il ajouté, cette décision « a porté un coup » au « sentiment d'amitié qui existait dans le peuple irakien pour le peuple iranien », et ce n'est pas une bonne politique que de priver un ami.

Pour sa part, l'imam Khomeiny est, une fois de plus, intervenu avec vigueur pour dénoncer aux dirigeants irakiens de mettre fin à leurs querelles internes. S'adressant mercredi à un groupe d'ouvriers réunis à la mosquée Alhassan, près de Bagdad, il a déclaré que la révolution « a menacé d'aggraver personnellement la situation de la population ». Sans aller de l'avant, il a déclaré : « Il se pourrait malheureusement que des erreurs se soient commises. Le malin ne doit pas donner ceux qui se dressent les uns contre les autres, il faut que les chefs, les responsables, aient du bon sens en politique. Il n'est pas, il ne peut pas être, une bonne politique de priver un ami de son soutien ».

« Cette nation doit rester unie, comme ce fut le cas au début de la révolution », a-t-il déclaré. « Elle ne doit pas se diviser en groupes, discuter, discuter, discuter, et s'occuper de résoudre nos problèmes ensemble », a-t-il déclaré. « Elle doit rester unie, comme ce fut le cas au début de la révolution », a-t-il déclaré. « Elle ne doit pas se diviser en groupes, discuter, discuter, discuter, et s'occuper de résoudre nos problèmes ensemble », a-t-il déclaré.

Mercredi matin, le quotidien Azadegan, proche du P.R.I., avait précédemment mis en cause le chef de l'Irak, l'accusant de « créer des conditions propices à sa démission » et d'être « indigne » de la « révolution islamique du peuple iranien et de lui-même ».

Une journaliste américaine jugée à Téhéran

Mme Cynthia Dwyer, journaliste américaine arrêtée il y a deux mois à Téhéran, a été jugée mercredi par un tribunal révolutionnaire de la capitale iranienne, la CUT Chilienne, la COB bolivienne et la C.N.T. uruguayenne.

dict est attendu dans les prochains jours. La Suisse, qui est chargée des intérêts américains en Iran, avait fourni un intermédiaire à Mme Dwyer, dont l'état de santé est « satisfaisant » selon l'ambassade, estimant « correct » le déroulement du procès, auquel assistaient également quelques journalistes irakiens.

L'ambassade de Suisse à Téhéran a confirmé la libération mercredi de M. Mort Sobhani, qui possède la double nationalité américaine et iranienne, après six mois de détention.

À Washington, les porte-parole ont minimisé le procès de Mme Dwyer, affirmant que le tribunal iranien avait seulement procédé à une « audition ».

(A.F.P. Revier).

LES ÉTATS ARABES DU GOLFE SOUHAITENT « ASSURER SEULS LEUR PROPRE SÉCURITÉ ET LEUR STABILITÉ »

Riyad (A.F.P.). — Le renforcement de la coopération économique, militaire, industrielle et culturelle entre les pays arabes du Golfe a été au centre des travaux de la réunion des ministres des affaires étrangères de six États de la région, (Arabie Saoudite, Koweït, Oman, Qatar, Émirats arabes unis, Bahreïn), à Riyad.

Sous-écrire à l'apogée de cette partie du monde de forte instabilité internationale, les chefs de la diplomatie du Golfe ont notamment examiné un projet de « pacte de coopération militaire », respectifs des pays représentés à cette réunion. L'Arabie Saoudite a proposé notamment une « qualification des sources d'approvisionnement en armes de chaque pays intéressé, en vue de permettre le développement de la coopération dans les domaines de l'entraînement et de l'érection de leur armement respectif ». Elle devrait permettre, à long terme, aux habitants de la région d'assurer « seuls leur propre sécurité et leur stabilité ».

Sur le plan militaire, le sultan d'Oman a proposé la création d'une « force maritime commune » pour défendre le droit d'accès à la mer. Ce projet, dont les modalités n'ont pas été divulguées, nécessiterait un financement de 150 millions de dollars. La proposition du sultan d'Oman avait fait l'objet, l'an dernier, d'une autre proposition omanaise, stipulant notamment une participation ouest-allemande, britannique et américaine. Plusieurs États de la région, dont essentiellement l'Irak et le Koweït, s'étaient opposés à ce plan, du fait qu'il faisait appel à « une collaboration étrangère ».

« Il faut sortir de leur piège ceux qui se sont alliés avec les marxistes » nous déclare le commandant en chef des armées

« Nous sommes préoccupés par les risques de division de l'armée, qui doivent être partis de toute analyse sérieuse de la situation, nous déclare le colonel Gutiérrez, commandant en chef des forces armées. Les informations dont nous disposons indiquent que des soulèvements devraient avoir lieu dans plusieurs régions. Certains officiers, revêtus de la qualité de promoteurs, ont agi en faveur de l'insurrection. Une chose est sûre : voir les problèmes sous l'angle romantique. Une autre est de dire la vérité et de voir la réalité d'une offensive communiste contre le pays. D'autre part, certains d'entre eux ont compris que ce sont les réformes qui nous ont sauvés, et, en particulier, la réforme agraire, a-t-il affirmé la plus efficace pour mettre un frein à la situation sociale explosive du pays ».

La plupart des observateurs voient dans le colonel García, ministre de la défense, l'homme du gouvernement, il est de plus en plus manifeste que le colonel Gutiérrez est l'homme du processus salvadorien. Il est, en effet, celui des officiers supérieurs qui semble avoir le plus clair vision politique de la situation et de sa logique. Le colonel Gutiérrez est le lien avec M. Napoleón Duarte, sans que les forces armées soient totalement isolées. Il évoque, encore, les négociations en cours avec la gauche privée :

« Le secteur privé se plaint de la non-participation au gouvernement, et sur cette base nous avons jugé bon de l'inviter. Mais il y a mal interprété la question de la participation. Qu'est-ce qui l'intéresse : être présent au gouvernement ou que les autres marchent ? Nous lui demandons tous les crédits dont il a besoin pour cela. Mais il n'a pas encore clairement compris ce que se passe dans ce pays et quelles solutions permettent de résoudre les problèmes. Son manque d'objectivité et son obstination sont déconcertants ».

« À quelles conditions le colonel Gutiérrez accepterait-il de négocier avec les révolutionnaires ? »

« Nous devons essayer d'arriver à un accord avec les forces armées, mais nous ne pouvons pas les laisser sortir du piège où elles sont tombées en se laissant séduire par les marxistes. Nous sommes disposés à négocier la participation de leurs hommes à un processus électoral. Mais nous ne négocierons pas le gouvernement ».

« Comment pouvez-vous régler le problème militaire ? »

« La seule solution serait un cessez-le-feu. Mais il n'est pas possible tant qu'ils reçoivent un appui de l'extérieur. C'est de la guerre, et nous ne pouvons pas la laisser continuer. Nous devons faire un long processus. Quand il y a deux forces en présence, l'une doit être la plus puissante et l'autre la plus faible pour que des négociations puissent avoir lieu ».

« Pensez-vous que la solution aux problèmes du Salvador est politique ou militaire ? »

« Je pense à penser que la solution est politique. Nous devons conduire le pays à la paix. Mais si une force armée s'oppose à une autre force armée, nous devons rechercher une victoire militaire. — F. P.

vente annuelle après inventaire, 390 TAPIS D'ORIENT 50% aux particuliers Atighetchi

4, RUE DE PENTHÈVE - Métro : Mirocassini - Tél. 285.96.43 + de lundi au samedi de 10 h à 19 heures

prolongation de 20% de tapis persans, turcs, caucasiens, etc. sauf ceux marqués d'un carré rouge

AUDI NOUVELLE AUDI 80 L 6 CV, traction avant, 5,5 à 90 km/h, 8,3 à 120 km/h, 7,1 en ville. Valeurs de consommation conventionnelle aux 100 km. Prix TTC au 15.01.81 : 47.760 F.

صكرا من الالجل

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION

M. Debré : ma démarche s'éclaire du soleil de l'esprit national

[illegible]

Invité de l'émulsion «Face au peuple» de France-Inter, le 24 février, M. Michel Debret a exprimé son amertume devant la candidature de M. Chirac, sous l'étiquette de la majorité présidentielle, à la détermination de l'émulsion candidat et sa confiance dans M. Mitterrand, malgré les «mauvais coups» qu'il a fait passer les intentions de vote en sa faveur. 65 et 2,5 % d'un mois sur deux.

M. Debret a alors déclaré : «La démarche de Jacques Chirac me paraît celle d'un homme qui veut faire la formation politique d'un parti, mais qui ne se rend pas compte dans le débat. Ce n'est pas la manière dont il faut envisager les choses. Je n'ai rien à dire sur la candidature de M. Chirac, car elle ne doit être une rupture que je crois durable du mouvement gaulliste.

«Je suis d'accord avec l'adhésion, mais seulement d'un certain

« Nous sommes en présence d'une opération politique, l'est-il dit d'un congrès qui, malheureusement, contrairement à la tradition gauchiste et à l'usage, n'a pas pour fonction de transférer un homme en candidat d'un parti à un autre. Ici, au contraire, la candidature démarquée, elle, est traitée à l'ordinaire, et c'est bien à cela que nous nous intéressons, nous, les gauchistes et du frontisme. »

Une réponse du P.R.P.

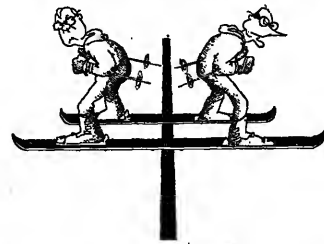
Dans une « adresse aux camarades » (*le Monde* du 27 février), M. Debré avait déjà exprimé son désaccord avec la déclaration de M. Debré au Congrès du P.R.P. estimant qu'il s'agissait d'une « procédure détestable ». « Le *Lecteur de la Nation*, organe de la gauche, a réagi avec des remarques suivantes :

« 1) Cette déclaration est en contradiction avec l'article de la Constitution du P.R.P. que M. Debré lui stipule : « Les partis

« Je suis le meilleur interprète des institutions »

M. François Mitterrand a une nouvelle fois évoqué les questions d'organisation et de principes de conceptions en la matière. « Un régime a-t-il expliqué en parlant des cinq Républiques françaises, a-t-il affirmé une fois de plus, a des principes, une morale, des principes de base, le plus élémentaire des principes, le droit public : la souveraineté populaire et la répartition des pouvoirs. » Il a ajouté : « Ces principes ont été inscrits dans la Constitution, ils ont été inscrits dans la loi, ils ont été inscrits devant être représentatifs du peuple au travers des élus du peuple, depuis 1962, au travers des députés, du Sénat, du Président, mais que le peuple a choisi en 1962, le chef de l'Etat. Dans une certaine mesure, certes, mais nous sommes restés, nous sommes restés, il convient que le chef de l'Etat cohabite avec le peuple, il faut que le peuple ait une autre forme de représentation

populaire: le Parlement. Le président dispose de grands pouvoirs, mais en tout ce qu'il fait, c'est la loi du moment. Je m'y soumetts. Et si nous réformons tel ou tel aspect de nos institutions, ce serait dans le cadre de ces mêmes institutions existantes. J'ai ne pense pas qu'il faille mobiliser, plus qu'il ne convient, l'attention du rassemblement populaire, qui aura d'autres choses à faire que de se battre contre les idées communistes. Les trente-cinq millions de juristes. Il est une loi fondamentale, cependant, qui est que le gouvernement donne et s'inspire de la majorité populaire exprimée dans les assemblées du peuple, les représentants du peuple. C'est une règle qui a été presque toujours respectée en France (...).



(Dessin de PLANTU)

nombre d'hommes dont la qualité est authentique, mais exaltée avec l'adhésion profonde de millions. Le fait de ne pas avoir été élu, n'est pas une déception de ma démarche, mais au contraire l'effet ému du désir de servir la France et les Français. Je ne regrette rien de ce que j'ai fait. Cette nouvelle candidature est une candidature de confiance. Je ne regrette rien quant, je la regrette. Je la regrette même pour les qualités de Jacques Chirac, qui s'il avait été élu, aurait été certainement un dans quelques années une capacité meilleure de se présenter à la présidence de la République. (...) »

« Je ne considère comme étant capable d'accomplir sérieusement que permettra de donner à la politique française l'impulsion que je souhaite. (...) »

« Je suis le candidat des gens

2) « Elle est en contradiction avec la tradition de la V^e République », nous dit Georges Pompidou, premier ministre, demandant aux groupes parlementaires U.N.R. et représentants indépendants de s'engager à soutenir le candidat officiel du bureau de Gaulle. Le 29 avril 1969, Georges Pompidou, candidat à la présidence de la République, était alors successivement devenu président du conseil, du conseil des ministres et enfin le bureau exécutif du F.U.D.R. pour présenter en candidature et demander le soutien de F.U.D.R. à servir le bureau central du F.U.D.R. décidé de « proposer » au comité central la candidature de Jacques Chaban-Delmas et le

A Cherbourg

De notre correspondant

marins stratégiques. Le second CAP ou charnière avancée (prototype) a été étudié par Technisatome (I) en coopération avec l'établissement des constructions armées navales d'Indret (Loire-Atlantique).

Technisatome réalise et assure la mise en route de la chaudière, la marine n'en prenant livraison qu'au stade des essais. Lancé en juillet 1973, le Rubis a reçu le mois dernier la cuve de son réacteur construite à Indret. Ses

France n'est pas, selon la volonté du peuple, dans un régime présidentiel, elle est dans un régime parlementaire. Le chef de l'Etat dispose de grands pouvoirs que nous ne lui contestons pas, anon, peut-être, dans le domaine de la justice, et que nous lui contestons d'autant moins que nous entendons nous-mêmes exercer ces pouvoirs. Mais pas davantage. Nous ne voulons pas faire du président de la République ce qu'il est aujourd'hui : un touche-tout obéissant de toucher à tout.

Les constructeurs vont procéder maintenant à la pose du « couvercle » qui est très autre que l'échangeur de chaleur du réacteur. C'est ce qui fait l'originalité de la CAP. On y supprime les pompes principales, organes sensibles des réacteurs à eau. Le cœur du *Reaktor* est lui-même formé de plaques d'uranium faiblement enrichi, qui sont plus fiables que les combustibles crayons des premiers réacteurs navals.

La puissance continue espérée, de 48 mégawatts thermiques, est fournie à la vapeur à deux températures.

M. Mitterrand a ensuite reproché à M. Pompidou : « L'interprète le plus fidèle et l'ombre portée du président de la République », a-t-il dit — de confondre « République et dictature » et de « se moquer de la représentation populaire » lorsque l'ancien ministre d'Etat accuse le candidat socialiste, en substance, de « se trampler de Répu- »

● **M. Bécault-d'Allonnes**, général en retraite, qui avait signé l'appel en faveur de la candidature de M. Debré, a donné sa démission du poste de président de la fédération R.P.F. du Jura. Celle-ci a pris position en faveur de la candidature de M. Jacques Chirac.

« Alors, comment une procédure peut-elle être « détestable » quand elle est constituante, traditionnelle et démocratique ? »

(Bouches-du-Rhône) deux prototypes à terre. Le premier a divergé dès 1964 et sera depuis à la for-

(2) Le département de propulsion nucléaire du Commissariat à l'énergie atomique a été transféré en 1974 à Techninatoms, filiale du C.N.A.

Nominations

**LES GÉNÉRAUX KHAN
ET L'AMIRAL AUISSELD REÇOIVENT**

Caradache, cette vapeur
 est utilisée pour la chauffe-
 re d'un centre nucléaire, dans le cadre
 des études du futur réacteur de
 chauffage urbain Thermie, adopté
 par la ville de Grenoble.

RENÉ MOIRAND.

militaires

ED ET O'MAHONY
 ET LEUR QUATRIÈME ÉTOILE

Le 12 octobre, le président de la République a signé un référendum et le texte portant révision de la Constitution (élection au président de la République au suffrage universel). L'Assemblée nationale avait, le 5 octobre 1962, consacré la révision de la Constitution. Le 6 octobre, Georges Pompidou, le 13 octobre, le général de Gaulle avait décidé la dissolution de l'Assemblée, prononcée par décret quatre jours plus tard. Après les élections législatives des 18 et 25 novembre, le président de la République a nommé, le 26 novembre, Mair et Georges Pompidou pour constituer un nouveau gouvernement.

(2) M. Pompidou avait adressé au F.S. le texte de la Constitution en attendant les élections de décembre. On peut lire dans le dossier de Mair et Georges Pompidou, le 13 octobre 1962, la lettre de M. Pompidou au F.S. :

LES GÉNÉRAUX XHAARD ET O'MAHONY
ET L'AMIRAL AUSSER REÇOIVENT LEUR QUATRIÈME ÉTOILE

● **MARINE.** — Est nommé en congé et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Philippe Auzanar.

● **ARMEMENT.** — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Pierre Jacou ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Jean-Pierre Malard.

● **SERVICE DE SANTE.** — Sont promus : médecin général inspecteur (grade de général de vision), les médecins généraux, médecins chefs des services hors cadres, Raymond Montalen et Robert Duriez ; médecin général (grade de général de brigade), le médecin chef des services de

● M. Alain Krivine, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire, a déclaré le 4 février : « Les communistes de l'Internationale ouvrière aujourd'hui ont un double chantage : l'un ricane des ministres mais refuse de dire qu'il appellera à voter contre Gluckman ou pas le P.S. arrive en tête au premier tour. L'autre veut que les communistes ne se présentent pas mais refuse d'engager à prendre des ministres communistes. Si ce chantage ne profite, seul Gluckman en tirera les fruits, comme nous le verrons. Les communistes doivent imposer à Marchais et à Mitterrand de s'engager d'ores maintenant au désistement réciproque ».

SELON UN SONDAGE PUBLIC S.A. - « PARIS-MATCH »

● **MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand restent à égalité au second tour**

● **M. Debré enregistre un net recul**

Selon un sondage publié par Paris-Match daté du 13 février, et réalisé par Public.S.A., les 29, 36 et 31 janvier, après dix-huit semaines de campagne, le candidat écologiste est de 7 à 8 % (contre 5 à 10), un candidat extrême gauche de 2 % (contre 3 %) et un candidat centriste de 11 à 15 % (contre 1 %). M. Crépeau reste stable avec 1 %.

Ces résultats sont très réalisés après les interventions télévisées de Mme Garaud et de MM. Crépeau et Laroche, dimanche, et avant l'annonce officielle de candidature de M. Chirac.

du premier tour, selon les touts hypothétiques revenues (présence de M. Debré) : 28 à 31 % (pour un grand absenté de M. Debré et candidature du maire de Paris), 24 à 26 % (pour un grand absenté de M. Debré et candidature de M. Debré), 21 à 23 % (pour une présence de M. Debré et candidature du maire de Paris), 17 à 19 % (pour une présence de M. Debré et candidature de M. Debré), 11 à 13 %, M. Debré et 2,5 % (contre 61 %), Mme Garçon.

● Le tribunal administratif de Rouen a annulé les inscriptions de 4 803 nouveaux électeurs d'Yvieux (Eure) pour non affichage des listes électorales et pour insuffisance du nombre de signatures (21 au lieu de 25) de délégués des commissions administratives sur les bordereaux où sont consignées les listes électorales. Un recours a été introduit contre cette décision par la commune, dont le maire est M. Roland Plassance (P.C.).

● Le tribunal administratif de Rouen a annulé les inscriptions de 4 803 nouveaux électeurs d'Yvieux (Eure) pour non affichage des listes électorales et pour insuffisance du nombre de signatures (21 au lieu de 25) de délégués des commissions administratives sur les bordereaux où sont consignées les listes électorales. Un recours a été introduit contre cette décision par la commune, dont le maire est M. Roland Plassance (P.C.).

● Le tribunal administratif de Rouen a annulé les inscriptions de 4 803 nouveaux électeurs d'Yvieux (Eure) pour non affichage des listes électorales et pour insuffisance du nombre de signatures (21 au lieu de 25) de délégués des commissions administratives sur les bordereaux où sont consignées les listes électorales. Un recours a été introduit contre cette décision par la commune, dont le maire est M. Roland Plassance (P.C.).

INFORMATIONS « SERVICES »

VIVRE A PARIS

Enfants en vacances

A l'attention des petits Parisiens en vacances du vendredi 9 au lundi 16 février, nous proposons, sans prétendre être exhaustifs, quelques idées de spectacles ou de sorties dans la capitale ou la proche banlieue.

La Ville de Paris répartit les bibliothèques, les piscines, les centres de loisirs, les ateliers ouverts pendant les vacances scolaires de février. On peut trouver des renseignements au Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli, 75001 Paris, tel. 277-15-40, tous les jours sauf les 7, 8, 14 et 15 février.

Pour obtenir les renseignements sur les possibilités de loisirs, les adolescents pourront appeler :

- Le 256-17-70 : « Mini-Journaux téléphoniques » de Lolo-Jeanne ;
- Le 247-12-13 (Alo-Lolo).

● **CIRQUE**

- Carré Silvio Montfort (331-28-59) : tous les jours à 18 h 30, les 14 et 15 février ; à 14 h, et 16 h 30 ; Cirque Russe à l'annexe.
- Cirque de Moscou, au Palais des Sports (339-40-40) : les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45 ; les mercredi, samedi et dimanche à 14 h, 15 et 17 h 30.

● **MARIONNETTES**

- Marionnettes de Lussanbourg (339-46-47) : les 11, 12, 13, 14 et 15 février, à 14 h 30 et 16 h 30 ; Au pays des contes de l'école.
- Théâtre d'animation Paris-Vincennes (335-44-41) : tous les jours, à 14 h, 30 et 16 h 30 ; les Mille et Une Fables.

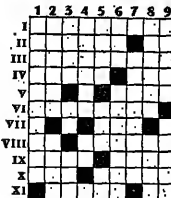
— Compagnie Bili, centre administratif, mairie, 82100 Montreuil (335-22-61) : ouvert les 9, 10, 11, 12 et 13 février, à 15 heures ; les Mille et Une Fables.

● **THEATRES**

- Café d'Edgar (332-11-02) : les 9, 10, 12 et 13 février, à 15 heures et 18 h 30 ; Es-tu que tu dors ?
- Palais des Glaces (337-48-83) : tous les jours, sauf les 14 et 15 février, à 14 h 30 ; Contes pour enfants pas seuls.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 800



HORIZONTALEMENT

I. Matière explosive utilisée pour certaines bombes. — II. Art de nuire la vie en mots roses. Début d'attaque ressemblant en tout point à une fin de pugilat. — III. Travaux rapides. — IV. Prend la perche quand on la jette. — V. Agite les jambes sans savoir où donner de la tête. — VI. Qui est fait prendre et qui ne peut plus qu'à la dévotion.

Le Monde

Service des abonnés
à Paris : 271-15-40
à l'étranger : 271-15-40
C.C.P. Paris 127-15-40

ABONNEMENTS
1 an 200 F
6 mois 100 F
3 mois 50 F

FRANCE - DOM - TOM
200 F
200 F
200 F

TOUTES PAYS STRANJERS
200 F
200 F
200 F

STANJERS
200 F
200 F
200 F

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG
200 F
200 F
200 F

1. SUISSE-TURQUIE
200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

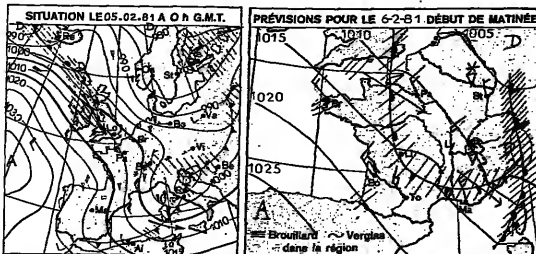
200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

200 F
200 F
200 F

MÉTÉOROLOGIE



Évaluation probable de temps en France entre le 6 et 7 février à 14 heures et le 7 février à 14 heures

Une zone de hautes pressions persistera sur le nord de l'Europe, de la mer du Nord à la mer du Nord-Ouest, avec des nuages et des pluies intermittentes. Une zone de basses pressions se déplacera du sud de l'Europe vers le nord, avec des nuages et des pluies intermittentes.

Températures : maximums entre 10 et 15°C, minimums entre 5 et 10°C.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

Précipitations : pluie intermittente, vent variable.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 6 février 1981

DES DECRETS

● Relatif au classement indiciaire des charges de recherche de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ;

● Portant publication de l'accord franco-italien relatif à la protection des eaux du littoral méditerranéen ;

● Antérieurement la perception par le ministère de la défense de rétributions pour services rendus par les formations militaires des armées ;

● Décrets modifiant le code des marchés publics ;

● Plaçant le plafond de ressources fiscales des établissements publics régionaux pour 1981 ;

● Complétant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux conventions conclues entre l'Etat et les sociétés d'économie mixte ayant pour objet de stabiliser la rénovation urbaine et la restauration immobilière ;

● Portant application de la loi du 1er août 1963 modifiée sur les Travaux de l'Etat en matière de produits ou de services en ce qui concerne les extraits de la loi relative à la construction ;

● Portant modification de l'article 3 du décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

● Complétant le décret n° 78-357 du 20 mars 1978 portant création d'un établissement public (musée du dix-neuvième siècle) ;

</

صكنا من الامل

romans

Virages vers l'histoire

avec Pierre Moustiers...

Pierre Moustiers est de ces romanciers chaleureux... Une «prouesse» comme on l'entendait au Moyen Âge, c'est exactement ce que veut accomplir Roland Mayeur en se rendant d'Ap à Sayne, et retour, monté sur son cheval d'apocalypse. Mais du voyage, par de mauvais chemins et les mauvais renseignements, il ne s'agit pas de l'évasion des muletiers — car muletiers que leur endurance commencent à être recherchés par toutes les armées qui les paient à prix d'or — et remanier, dans sa ville natale, un bon potin à poils longs, destinés à la création d'un haras.

... et Marguerite Gurgand

A soixante ans, recroquevillée d'un grand malade, elle se présente «cassée», Marguerite Gurgand s'est mise à écrire, et ce fut, en 1979, sous le pseudonyme de «Jeanne», une œuvre qui se révèle une comédie de haute volée; de celles qui glissent dans la rue pour faire leur pain, mais l'aident à lever avec des secrets bien à elle, la chaleur du cœur, la douceur d'un vaillant et l'innocence des poètes.

nouvelle Brumes de mémoire

de Jeanette Colombel

La dernière des huit nouvelles que publie Jeanette Colombel met en scène un met en scène en musique ce que traverse une femme quand trente années d'existence ensemble ont bécoté. Quand l'autre est parti comme à quai d'une gare. Mais à jamais. Ces trente années d'amour et de conjugalité ont connu, par les saisons, le bonheur mais aussi le deuil.

«Par le bon bout» se passe de temps en temps, au point qu'un jour elle a dansé, dans le salon désert, avec la photo de l'autre dans les mains.

«L'Intellectuelle combattante» est de devenir comme les Vénus de cette Opéra qui avaient tous les deux des dents dans le vent et, comme on dit, «je suis en ruine», de dire «je suis en feu».

La quête juive d'Arnold Mandel

Porter le ghetto

Tikoun, le nouveau livre d'Arnold Mandel, raconte au roman d'apprentissage. Après la traversée plutôt douloureuse d'une vie, vient l'heure des maigres bilans. On tire le trait, on fait les comptes. Que reste-t-il? Qu'a-t-on appris de plus qu'on ne s'était déjà? Et sur tout, l'échec n'était-il pas en germe dans les promesses? Le regard pour le moins acerbe que jette le narrateur, Ary Safran, sur le monde, sur ses conspérations, est-il lucide, ou bien désespéré? Et qui est-il, d'abord, cet Ary Safran, qui, à n'en pas douter, ressemble comme un jumeau à Arnold Mandel lui-même?

C'est d'abord un être mobile, à la fois délibérément solitaire (très peu solitaire) et ardeur du spectacle que lui offre la vie des autres. Le monde est décidément trop mal fichu pour être autre chose qu'un spectacle, le théâtre d'un roman possible.

Durant la guerre, Ary Safran, alias Marcel Arnaud, se fera remarquer à deux doigts d'être enrôlé dans son corps la décadence de ses frères comme une croix, les chevaliers toujours et avide de voir sans se déconcerter. Il se sent coupable et lâche. Mais persuadé d'avoir raison de rester lucide. C'est, dirait-on, une sorte d'archaïsme de croire, en ces temps, les idées les plus paradoxales (les moins reçues), et d'adapter son comportement à ses idées. Il s'agit, par son équilibre, un jeune fasciste coloré d'attitudes antisémites à deux doigts d'être enrôlé dans son corps la décadence de ses frères comme une croix, les chevaliers toujours et avide de voir sans se déconcerter.

JACQUES CHIRAC Discours pour la France à l'heure du choix La lueur de l'espérance

Salinger NOUVELLES Le LIVRE de POCHES

VOLKSWAGEN présente LA GOLF GTI dans LA CLÉ DU CHAMP DE COURSE ENFIN DISPONIBLE RAPIDEMENT! La critique: C'est une histoire d'amour, lui, c'est l'automobiliste. Elle, c'est la star, qui se bécote sur la route que sur un circuit. Le schéma du Golf GTI, comme d'habitude un grand restaurant, et d'ailleurs les regards amoureux par son élégance d'homme de race est vraiment un très grand moment!

THEATRE MUSICAL DE PARIS
CHATELET
tmp
OPÉRAS FRANÇAIS
DU XIX^e SIÈCLE
8 représentations exceptionnelles
LOUISE
Gustave CHARPENTIER
Direction musicale
Jean Fournet
Mise en scène
Jean-Marie Simon
Kathryn Montgomery • Michèle Command
Jan Blinckh • Pietro Ballo
Rita Gorr • Jocelyne Taillon • Marie-Françoise de la Roche
Giuseppe Taddei • Gabriel Bacquier
Les 13, 14, 17, 18, 19 et 20 février à 19 h 30
Les 15 et 22 février à 14 h
PRIX DES PLACES DE 10 A 120 F
Location ouverte aux caisses du théâtre
14 jours à l'avance
1, place du Châtelet, 75001 Paris

nouveau
drouot
hôtel des ventes - 9, rue drouot - 75009 Paris
téléphone : 246-17-11 - télex : drouot 642260
compagnie des commissaires-priseurs de Paris
seul indicateur périodique
les expositions ont lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h
SAMEDI 7 FÉVRIER à 15 h 30 (Exposition de 11 h à 15 h)
A. 9 - Tapie, M. Neri, M. Neri
LUNDI 9 FÉVRIER (Exposition samedi 7)
S. 1 - Provi du Château d'Ancy-le-François, salon de X^e et XVIII^e siècles, objets d'art, mobilier, tapis, bijoux, livres, manuscrits, etc.
S. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
S. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
S. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
MARDI 10 FÉVRIER (Exposition lundi 9)
S. 1 - Lithographies, estampes multiples, etc.
MERCREDI 11 FÉVRIER (Exposition mardi 10)
S. 1 - Beau mobilier, etc.
S. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
S. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
S. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
JEUDI 12 FÉVRIER (Exposition mercredi 11)
S. 1 - Tableaux, manuscrits, etc.
VENDREDI 13 FÉVRIER (Exposition jeudi 12)
S. 1 - Tableaux, manuscrits, etc.
S. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
S. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
S. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

CONNAISSANCE DU MONDE
P. 12 - Dimanche 22 février à 14 h 30 - Mardi 24 février à 14 h 30 et 21 h
UN ROYAUME
POUR L'HIMALAYA LE NÉPAL
Stef et Emmanuel BRAQUET La Kumbi, Desse Vitrant
Les Barre Khumbi, A l'assaut de Dhaulagiri, Les Barre Khumbi de Jankapur
Trente années et plus, par les scientifiques
DOCUMENTS EXCEPTIONNELS, CARTES, PHOTOGRAPHIES, TIRAGES
LE ROI DU NÉPAL

CLAUDE VAJDA
cinéma
Pierre accorde - pierre renchard
CHAMBERLAIN, HITLER, MUSSOLINI, GAMBETTA, CHURCHILL, EDEN, ROOSEVELT, STALINE, EISENHOWER, KENNEDY, FRANCO, POMPIDOU
Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas ri
de si bon cœur à un film français.
ALAIN RÉMOND (LES NOUVELLES LITTÉRAIRES)

théâtres
NOUVEAUX SPECTACLES
LES PILS MEURENT AVANT
LES FILLES (1978-79), 21 h : Les
Théâtre de la Tempête (1978-79), 21 h :
A PROPOS DE PROPOS (1978-79), 21 h :
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les salles subventionnées
et municipales
Comédie-Française (1980-81), 21 h :
Châtelet (1978-79), 21 h :
Odéon (1978-79), 21 h :
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les autres salles
Antoine (1978-79), 21 h :
Ardent (1978-79), 21 h :
Comédie des Champs-Élysées (1978-79), 21 h :
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Reprise
exceptionnelle
30 janvier au 29 mars
ICHEKHOV
LA
MOUETTE
OTOMAR KREJCA
Location : 296-10-20

NANETTE
ANDRIEN
TRIOLOGIE DU REVOIR
de Botho STRAUSS
mise en scène
Claude REGY
20 Janv. au 22 Fév.

109^e ANNIVERSAIRE
informe en estampe
qui pendant tout
le mois de FÉVRIER 1981
celui-ci pour
bénéficier de son
tarif COUPLE
les deux accompagnés
euros droit à la
réduction de 50 %
sur tous les places
RESERVATION : 246-16-04
Ouvert tous les jours

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 5 février
Dessins (1978-79), 21 h :
Ardent (1978-79), 21 h :
Comédie des Champs-Élysées (1978-79), 21 h :
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les comédies musicales
Théâtre de Paris (1978-79), 21 h :
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les music-halls
Alcega (1978-79), 21 h :
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les cinémathèques
CHATELAIN (1978-79), 21 h :
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les expositions
A. 9 - Tapie, M. Neri, M. Neri
LUNDI 9 FÉVRIER (Exposition samedi 7)
S. 1 - Provi du Château d'Ancy-le-François, salon de X^e et XVIII^e siècles, objets d'art, mobilier, tapis, bijoux, livres, manuscrits, etc.
S. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
S. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
S. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les concerts
Salle Gaveaux : G. Pirelli (Chopin,
Debussy, Liszt), 19 h 30 : C. Lemaire,
M. Neri, M. Neri, M. Neri, M. Neri,
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les concerts
Salle Gaveaux : G. Pirelli (Chopin,
Debussy, Liszt), 19 h 30 : C. Lemaire,
M. Neri, M. Neri, M. Neri, M. Neri,
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les comédies musicales
Théâtre de Paris (1978-79), 21 h :
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les music-halls
Alcega (1978-79), 21 h :
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les cinémathèques
CHATELAIN (1978-79), 21 h :
P. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
P. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

Les expositions
A. 9 - Tapie, M. Neri, M. Neri
LUNDI 9 FÉVRIER (Exposition samedi 7)
S. 1 - Provi du Château d'Ancy-le-François, salon de X^e et XVIII^e siècles, objets d'art, mobilier, tapis, bijoux, livres, manuscrits, etc.
S. 12 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
S. 13 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.
S. 14 - Dessins, objets de vitrine, objets d'art, etc.

ces malades qui nous gouvernent
CHAMBERLAIN, HITLER, MUSSOLINI, GAMBETTA, CHURCHILL, EDEN, ROOSEVELT, STALINE, EISENHOWER, KENNEDY, FRANCO, POMPIDOU
Clara et les Chics Types
ACTUELLEMENT DANS LES MEILLEURES SALLES DE PARIS

سكتا من الراجل

MAU A LYON

ÉTRANGER

En Yougoslavie Belgrade compte mener à bien son plan de stabilisation grâce à des aides extérieures

De notre correspondant

Belgrade. — Pour pouvoir réaliser un vaste plan de stabilisation économique, la Yougoslavie vient d'obtenir du F.M.I. un crédit de 200 millions de dollars. Ce crédit, utilisable en trois ans et comportant un taux d'intérêt favorable, représente la somme la plus importante jamais accordée par le Fonds monétaire international.

Pour combattre l'inflation (40 % en 1980) et le déficit de la balance des paiements (2 200 millions de dollars), Belgrade a adressé, au cours de la seconde moitié de l'année dernière, à plusieurs pays, le Komali lui a octroyé 200 millions de dollars, la France 150 millions, l'Autriche 100 millions, la R.F.A. 200 millions et un consortium de banques (américaines, britanniques, japonaises et canadiennes) 400 millions de dollars. Des négociations sont en cours avec des banques suédoises et italiennes, et l'administration française étudie les possibilités d'ouverture d'un crédit supplémentaire. Enfin, l'Allemagne fédérale a avancé un crédit commercial de 900 millions de marks garanti par l'achat d'équipement, de produits semi-finis et de pièces détachées.

Pour les mêmes raisons yougoslaves, ces sommes doivent permettre au pays de poursuivre le développement normal de ses échanges avec l'étranger et de maintenir sa liquidité en devises convertibles. Les réserves de la Banque nationale, renforcées de 2,8 milliards de dollars (contre 1,8 milliard en un an auparavant), alors que la dette extérieure est évaluée, dès à présent, à une dizaine de milliards de dollars, constituent une limite « qui ne doit pas être franchie ». On se félicite en tout cas des « très favorables » réserves au plan yougoslave, notamment par le F.M.I., qui n'a engagé « aucune modification ».

PAUL YANKOVITCH.

En R.F.A. Le compromis sur la cogestion mécontente les dirigeants syndicaux

De notre correspondant

Bonn. — Le conflit touchant la cogestion dans les entreprises industrielles n'a cessé d'être l'un des thèmes centraux de la coalition gouvernementale. Le compromis sur la cogestion, tel qu'il a été adopté par le Bundestag le 28 juin 1980, a été décrié par les syndicats. Les dirigeants syndicaux ont déclaré que le compromis était une déception, car il ne leur permettait pas de mener à bien leur stratégie de lutte pour la reconnaissance de la cogestion. Ils ont également critiqué le fait que le compromis ne prenait pas en compte les intérêts des salariés. Les syndicats ont donc décidé de poursuivre leur lutte pour la reconnaissance de la cogestion.

Le compromis a été adopté par le Bundestag le 28 juin 1980. Il prévoit que les entreprises industrielles de plus de 20 salariés doivent mettre en place une commission paritaire pour l'application, en fin de compte, à l'ensemble de l'économie, d'un système de cogestion. Les syndicats ont déclaré que le compromis était une déception, car il ne leur permettait pas de mener à bien leur stratégie de lutte pour la reconnaissance de la cogestion. Ils ont également critiqué le fait que le compromis ne prenait pas en compte les intérêts des salariés. Les syndicats ont donc décidé de poursuivre leur lutte pour la reconnaissance de la cogestion.

En Suède Le rapide renouvellement des conventions collectives a prouvé que l'esprit de négociation n'est pas mort

De notre correspondant

Stockholm. — J'espère que les discussions entre les partenaires sociaux ne sont dérivées dans le calme, avec pour toile de fond les difficultés économiques du pays. Aucun préavis de grève ou de lock-out pour imposer l'arbitrage n'a été déposé, et le mouvement n'est pas intervenu dans les pourparlers. Comme avant.

ALAIN DEBOVE.

Aux Pays-Bas

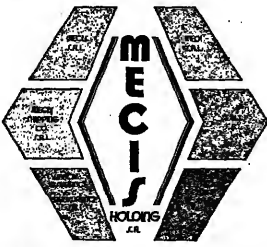
LE GOUVERNEMENT PRÉPARE DES FORTE RÉDUCTIONS DES DÉPENSES PUBLIQUES

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Le gouvernement néerlandais prépare des réductions supplémentaires de dépenses publiques pour les quatre années à venir. Ces réductions porteront sur les allocations sociales, les salaires des fonctionnaires, les services de la santé publique et d'autres domaines de l'État. Le gouvernement néerlandais a annoncé qu'il réduira de 10 % les dépenses publiques sur cinq ans. Cette mesure est destinée à réduire le déficit budgétaire et à améliorer la situation financière de l'État. Le gouvernement a également annoncé qu'il réduira de 10 % les salaires des fonctionnaires sur cinq ans. Cette mesure est destinée à réduire les dépenses de personnel et à améliorer la situation financière de l'État.

AVIS IMPORTANT AUX PROMOTEURS DE PROJETS AULIBAN ET A L'ÉTRANGER

Le groupe de sociétés MECIS finance vos projets
et en réalise les études et l'exécution



Notre domaine de spécialisation couvre :
les projets d'industries et les projets industriels, la construction et l'équipement des hôpitaux, la construction d'autoroutes et de centrales d'énergie, les complexes d'habitation, les aéroports et les ports, les projets d'irrigation et les projets agricoles, les raffineries de pétrole.

Nos projets sont réalisés « de A à Z » :
étude, financement et exécution.

Le problème du financement ne se pose pas ; nous vous assurons des prêts à moyen et à long terme.

Direction Générale : Beyrouth - Liban 21011 - B.P. 52245 - Beyrouth - Liban
Tél. : 414 830 - 414 837 - Telex : MECIS 22011 - 22840 L

Bureau de Paris : 11, rue de la Harpe - Paris 5^e - Tél. : 01 47 81 11 11 - Telex : MECIS 22011 - 22840 L

Bureau de Beyrouth : 11, rue de la Harpe - Beyrouth - Liban - Tél. : 414 830 - 414 837 - Telex : MECIS 22011 - 22840 L

Président-Directeur Général : S.E. SALIM EL HAJJ

NOTRE RÉFÉRENCE BANCAIRE : FOREIGN TRADE BANK S.A.L.

Capital : 10.000.000 L.L. - 40.000 L.L. de réserves - 40.000 L.L. de fonds

Adresse : rue Adib el-Hadi - Beyrouth - Liban - Tél. : 414 830 - 414 837 - Telex : MECIS 22011 - 22840 L

Beyrouth - Liban - Tél. : 414 830 - 414 837 - Telex : MECIS 22011 - 22840 L

Beyrouth - Liban - Tél. : 414 830 - 414 837 - Telex : MECIS 22011 - 22840 L

1. DERNIÈRE ÉDITION
2. DERNIÈRE ÉDITION
3. DERNIÈRE ÉDITION
4. DERNIÈRE ÉDITION
5. DERNIÈRE ÉDITION
6. DERNIÈRE ÉDITION

Fin de Série
à prix spéciaux
sièges en cuir
et meubles de
bureaux.



@collectania

75001 Paris - tél. : 23.71.03 - 23.71.04

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE

**PREFECTURE
DE LA CORRÈZE**
21, (55) 20-45
Code Postal 19012
Tél. : 04 71 20 45
Srv. de la Coopération
et de l'Action
économique (S.C.A.E. 2)

**INSTALLATION CLASSÉE
POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT**

**Demande d'avenant à une convention de force
hydraulique**

Avis concernant l'ouverture d'une enquête publique

Par arrêté de M. le Préfet de la Corrèze en date du 15 janvier 1981, une enquête publique de trois jours a été ouverte du 15 janvier au 17 janvier 1981, à l'adresse suivante : M. le Préfet de la Corrèze, 21, rue de la Harpe, 19012 Corrèze. L'objet de l'enquête est la demande d'avenant à la convention de force hydraulique n° 100/80, relative à l'exploitation de la centrale hydroélectrique de la Cascade dans le département de la Corrèze. Le dossier relatif à cette affaire est déposé aux fins de consultation aux personnes qui voudront en prendre connaissance et formuler sur les points en litige leurs observations et conclusions. Les observations et conclusions doivent être déposées au plus tard le 17 janvier 1981, à l'adresse suivante : M. le Préfet de la Corrèze, 21, rue de la Harpe, 19012 Corrèze.

Pour le Préfet :
et par délégation,
Le Secrétaire Général :
FRANCK PERRIER

صكنا من الاميل

SOCIAL

L'opposition à la convention avec les caisses d'assurance-maladie

Des médecins du Val-de-Marne font la grève de l'ordinateur

Après avoir attendu deux heures en guichet pour se faire rembourser, une femme d'urgence, Mme X., de Boissy-Saint-Leger (Val-de-Marne), proteste. L'employée de la Sécurité sociale refuse de régler, lui remontrant pour toute explication un imprimant. Mme X. est incitée à écrire de son médecin traitant qu'il inscrive son propre numéro d'identification sur la feuille de soins, condition sine qua non à ce guichet pour quelle ouvre droit à prestation. « Est-ce bien légal ? » demande Mme X. Pas de réponse.

La situation finit par redevenir normale. Comme à l'habitude, cela s'était déjà produit. Mais, explique aujourd'hui le C.G.T., une majorité du personnel, à l'appel de ses délégués, avait refusé, au refus de remboursement, « Nous n'avons pas à signer de la papiers de numéro de pension, il suffit qu'il y ait un pour régler », dit une employée du V.P. La situation s'est calmée, mais les demandes reçues par courrier sont satisfaites », ajoute-t-elle avec conviction.

Dans le Val-de-Marne, la petite guerre de positions entre certains praticiens et la caisse d'assurance-maladie, dont les assurés sociaux font parfois les frais, a commencé début décembre. Une douzaine de médecins affiliés à la C.S.M.F. (Syndicat des médecins de France) ont fait dans l'opposition à la nouvelle convention médicale, décidée de boycotter le contrôle informatique des praticiens et des prescriptions prévu par la convention pour limiter les dépenses de santé. La contestation est simple : chaque praticien se fait une feuille de soins un numéro et un seul, celui d'un des médecins C.S.M.F. de Villejuif. Il est envoyé aujourd'hui deux cents à mille cinq cents adresses dans le département de l'Appel, précise le docteur Cour, président du syndicat du Val-de-Marne. Selon les dirigeants de la

caisse, si les zones de Créteil ou Champigny ont été très peu touchées par le mouvement, celles de Vitry, Villejuif, Ivry et Valenton le sont davantage. Mais, ajoutent-ils, le personnel suit partout leurs instructions.

« Ce n'est pas l'avis des généralistes », pour la première fois, dit le docteur Cour, nous avons fait action commune avec le C.G.T. Nous n'aurions rien pu faire sans l'accord des personnels. Pour lui, cette grève informatique est un moyen de protester sans porter atteinte aux malades, contre la limitation de la liberté de prescrire, qui fait passer l'acte économique avant celui du

DANIELLE ROUARD.

La grève des ouvriers imprimeurs de billets de banque

Delacroix « sequestré »...

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Depuis octobre 1980 et après avoir abandonné les moyens d'action traditionnels (grèves tournantes par service), les ouvriers de l'imprimerie de la Banque de France, à Chamalières (Puy-de-Dôme), et les agents d'entretien (plus de mille personnes), ont pris en otage Delacroix et Quénin de La Tour.

Depuis plus de trois mois, c'est le contrôle du Syndicat national autonome (SNA) — majoritaire, — de la C.G.T., et de la C.G.T., qui bloquent systématiquement et simplement la circulation des billets de 100 F et de 50 F qu'ils impriment. Parallèlement, les personnels de l'usine de Vico-Combe ont été décapés le papier, n'alignant plus la maison-mère selon le même principe d'action. Toutefois, les trois syndicats se déclarent prêts à suspendre ce mouvement suivi massivement et les négociations s'engagent avec la direction. La revendication porte sur le demande d'un dédoublement de carrière identique pour

tous. Pour les syndicats, « la direction de la Banque refuse de tenir ses engagements pris en 1974, lors de la restructuration des catégories ». Jeudi 5 février, lors de la mise en place du nouveau comité d'établissement qui doit éliger en séance d'installation, le problème a été inscrit à l'ordre du jour et il semble bien que c'est de l'absence de la direction que dépendra la suite du mouvement. Une direction qui a déjà fait savoir que « les syndicats s'étaient mis dans l'impossibilité de choisir un moyen d'action illégal ».

Ce blocage des convulsions ne peut, pour l'instant, avoir de répercussions puisque le renouvellement des billets varie entre deux et quatre ans. Toutefois, il peut entraîner des difficultés d'approvisionnement pour les distributeurs automatiques où ne peuvent être utilisés que les billets neufs de 100 F.

JEAN-PIERRE ROUGE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

De Dietrich

Le conseil d'administration, au cours de sa réunion du 27 janvier 1981, a approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

SEFIMEG

Les résultats financiers de la société SEFIMEG pour l'exercice 1980 ont été approuvés par le conseil d'administration le 27 janvier 1981. Le chiffre d'affaires s'élève à 101 millions de francs, contre 95 millions en 1979.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

PRICEL

Les résultats financiers de la société PRICEL pour l'exercice 1980 ont été approuvés par le conseil d'administration le 27 janvier 1981. Le chiffre d'affaires s'élève à 101 millions de francs, contre 95 millions en 1979.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

Le conseil d'administration a également approuvé le bilan de 1980 et la proposition de répartition de 12,58 millions convertibles 7,8 % en 1981 et la répartition de 14,80 millions convertibles 8,2 % en 1982.

AIR INTER:

CARTE D'ABONNEMENT



30%

DE REDUCTION

DÈS LE PREMIER VOYAGE SUR TOUS LES VOLS

LE VOLCAN DE LA RÉUNION EST ENTRÉ EN ÉRUPTION

en éruption le mardi 3 février
à 20 h 30 (heure locale so-

17 h 30 12 30 heures de Paris). Une coulée de lave, actuellement large de 100 mètres et longue de 2 kilomètres, est sortie dans l'Enclos, cette vaste dépression située au sommet du volcan éteint lors d'éruptions anciennes. L'Enclos est entouré, sauf

par un « rempart » haut d'un
centaine de mètres. L'éruption
catalan ne menace donc pas

La localisation de l'éruption du 13 février avait été prévue. Depuis le début de janvier 1981, en effet, on a été mis en place le réseau de stations habitées et cultivées.

servatoire volcanologique implanté autour du Piton de la Four

naise depuis l'année dernière par l'Institut national d'astronomie et de géophysique et par l'Institut de physique du globe de Paris. Pour la première fois, une agitation sismique annonciait

réunionnais s. Ainsi pu être délé-
gée dès le 23 janvier. Dans l'heur

qui a précédé l'éruption, deux cent cinquante petites secousses ont été enregistrées. Elles ont été suivies d'un tremor (seconde continue) de plusieurs dizaines de minutes, qui a coïncidé avec la première sortie de la lave.

L'écude de tous les renseignements avait permis de savoir que l'immigration qui s'effectuait se pro-

De plus, les mesures de déformation du sol ont permis de détecter un léger gonflement de

Il s'agit d'une autre « première » pour La Réunion — V. B.

INDÉCISION SUR LE DOLLAR

es limites sur les marchés des chan-
es jeudi 5 février. A Paris, non

ours, eu fin de mattoée, s'établissait entre 4,90 F et 4,91 F, et à Francfort, aux environs de 2,13 DM, soit, approximativement, les niveaux de la veille. Les rigoureuses interventions des banques centrales, associées à la spéculation, ont été d'ailleurs

Le mardi, l'attente des mesures que doit

annoncer le président Reagan pour réduire le déficit budgétaire des Etats-Unis et les rumeurs d'un plan concerté de soutien au mark ont placé les milieux financiers dans l'indécision.

LES OUVRIERS D'UNE USINE

**TEXTILE « OCCUPENT »
LE CRÉDIT LYONNAIS**

la machine textile, dont des centaines de millions d'exemplaires ont

... dépendent encore de plusieurs
... d'ouvriers des Ateliers
... de construction textile
... (A.R.C.T.) ont « occupé » pendant
... heure, jeudi 5 février, le siège
... Crédit lyonnais, boulevard des

bonne, ils ont investi le premier
ars de la banque vers 11 h 30

employant des banderoles de la G.T. aux fenêtres de l'établissement : « Le Crédit lyonnais doit innover, innover, innover de français. Un tract, distribué aux passants expliquait qu'entre

texturation des fibres synthé-
ques, les A.R.C.T. not su metre

point un fil, appelé Novacore, filant fibres synthétiques et naturelles, ce qui excite l'entreprise de cohorte des « canards boiteux ». Pourquoi s'en prendre au Crédit cannaux ? Parce que cette banque internationale détient une position

capital des A.R.C.T., actuellement

G.T., les banques nationalisées
valent, dans une période où les
problèmes de concurrence s'aiguis-
ent, permettre nos industries nation-
ales d'affronter à armes égales les
confrontations avec l'étranger. »

Vers midi, quatre cars du police

naient position aux alentours de la banque. Les manifestants, en-més dans les bureaux du premier-ge, en sortaient une demi-heure-ns tard, en chantant « Ce n'est-un au revoir ».

du 14 février
d'avant-saison

industrielle

OF
OLL

du vêtement
et depuis 1920 1

1940

100